

Les approvisionnements d'énergie

M. Gillespie: Je répondrai volontiers à la question du député quand j'aurai terminé mes observations.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Le ministre a déclaré que nous avons déjà tous les pouvoirs nécessaires. Selon la loi établissant Petro-Canada . . .

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je signale au député que le ministre a déjà dit qu'il répondrait à la question quand il aurait terminé.

M. Gillespie: Je répondrai volontiers aux questions des députés à la fin de mes observations, mais je tiens d'abord à aborder les questions soulevées pendant le débat sur cet amendement. Comme je l'ai dit, ces pouvoirs sont déjà prévus dans la loi et je ne vois pas pourquoi nous devrions inclure dans le bill une disposition qui ne prévoit aucun pouvoir supplémentaire. Le motionnaire reconnaîtra certainement que c'est inutile. D'après ce que j'ai compris, il considère que cet amendement offre un choix au gouvernement. Cette possibilité existe déjà.

M. Symes: C'est faux.

M. Gillespie: Je le répète, le gouvernement a la faculté de choisir, comme l'indiquent les événements des quelques dernières semaines. Il peut y donner suite en faisant négocier Petro-Canada avec Petroleos de Venezuela, la société nationale des pétroles du Venezuela. Qu'il soit bien entendu qu'il s'agit d'une initiative du gouvernement que l'opposition officielle lui a reprochée par la voix de son critique en matière d'énergie, le député de Northumberland-Durham (M. Lawrence).

M. Lawrence: Vous avez raison.

M. Gillespie: Comme l'a dit il y a quelques instants le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas), la position qu'adopte le parti conservateur sur les fonctions et le rôle de Petro-Canada, est absolument incroyable. Comme c'est être charitable; pour moi, elle m'apparaît absolument ridicule. Le député de Northumberland-Durham a déjà dit au cours du débat qu'il est à peu près certain que les sociétés pétrolières multinationales n'ont pas toujours servi les intérêts supérieurs du Canada. J'aimerais citer un passage du *hansard* du 16 mars, qui figure à la page 4256. Voici ce que le député a dit des sociétés multinationales:

Bien des fois, elles n'ont certes pas agi dans les intérêts supérieurs du Canada. Elles n'agissent peut-être pas dans les intérêts supérieurs du Canada à l'heure actuelle. Elles servent manifestement leurs propres intérêts. C'est leur raison d'être. Il n'y a pas de doute là-dessus, mais je dis qu'en temps de pénurie ou de pénurie imminente, le seul et unique avantage que nous aurions dans l'intérêt national à nous servir des multinationales réside dans leurs connaissances et leur expérience et leur accès à ces réserves internationales . . .

Et il a ajouté:

Ce n'est pas quand il y a une pénurie imminente sur le plan international qu'on décide de changer son fusil d'épaule.

Comment peut-on imaginer qu'un parti d'opposition sérieux puisse adopter une position aussi incroyable au moment même où le monde entier est menacé de graves pénuries suscitées par la décision d'une société multinationale? L'opposition officielle soutient qu'il est possible de faire davantage confiance aux multinationales et qu'il ne faudrait pas compter sur Petro-Canada, notre société nationale des pétroles, pour protéger et sauvegarder les intérêts du Canada. C'est ce que le député a dit; ce n'est pas le moment pour Petro-Canada de défendre les intérêts du Canada. Il est disposé à accepter les multinationa-

les, même s'il soupçonne qu'elles ne tiennent pas toujours compte des intérêts du Canada.

Bien entendu, c'est aussi ce qu'a dit le Parti progressiste conservateur, au cours du débat sur le premier amendement qui placerait Petro-Canada parmi les représentants du gouvernement fédéral, au sein du groupe permanent de l'Agence internationale de l'énergie chargé des questions d'urgence. Pendant ce débat, les conservateurs ont déclaré que s'ils formaient le gouvernement, ils ne voyaient pas pourquoi ils demanderaient à Petro-Canada de protéger et de sauvegarder les intérêts canadiens alors que le programme de répartition internationale serait appliqué par des sociétés multinationales. On le voit, l'opposition officielle reste très cohérente. Dès la création de Petro-Canada, elle s'opposait à cette institution. Les députés du parti progressiste conservateur ont voté contre. Et depuis ils n'ont pas cessé de la condamner, de l'attaquer et de prétendre que s'ils étaient appelés à constituer le gouvernement, ils le détruiraient et s'en débarrasseraient comme d'un instrument politique.

Le député de Northumberland-Durham a été même plus loin. Il a indiqué, comme on le voit à la page 4256 qu'il laisserait d'autres pays s'approvisionner aux réserves mexicaines. Il a prétendu que le temps était mal choisi pour que Petro-Canada négocie avec Pemex, compagnie nationale des pétroles du Mexique, et que cela pourrait être contre l'intérêt national du Canada. Le député ne semble pas se rendre compte que la plupart des autres pays sont déjà en ligne, pour essayer d'infléchir les décisions du Mexique. Il ne semble pas se rendre compte que la société Exxon, agissant dans son intérêt propre et dans une certaine mesure dans l'intérêt des États-Unis essaie depuis un moment de s'arroger une partie de la production mexicaine. Le député ne sait-il pas non plus que le gouvernement français a envoyé au Mexique de missions commerciales pour obtenir plusieurs centaines de milliers de barils de pétrole mexicain par jour. Le gouvernement français considère le pétrole mexicain comme une source sûre. Le député ne semble pas plus se rendre compte que les gouvernements espagnol, allemand, australien et japonais sont aussi sur les rangs. Le gouvernement japonais espère obtenir 300,000 barils par jour. Les négociations entre ces autres pays et le Mexique se seraient déroulées sans la présence d'un représentant canadien à la table de négociations si on avait adopté le point de vue du parti conservateur.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: Le parti conservateur n'a pas suivi l'évolution de la situation internationale dans le domaine de l'énergie. Il n'a pas de politique dans ce secteur; il est littéralement aveuglé par son opposition malade, je dirais même sa haine à l'égard de Petro-Canada. Il faudra qu'un jour le parti conservateur trouve le moyen de placer en premier les intérêts du Canada. Si l'opposition officielle s'était souciée un peu plus du Canada, avait moins compté sur les autres et n'avait pas été prête à souscrire d'emblée à la position de l'Alberta, elle aurait peut-être su mettre au moins sa propre politique énergétique. Mais elle n'en a rien fait; elle n'a aucune politique en matière de prix. Sa seule politique concernant Petro-Canada, l'instrument de notre politique nationale, est de détruire cette société, de s'en débarrasser, de la démanteler, de la vendre, de la découper et de s'en débarrasser.